



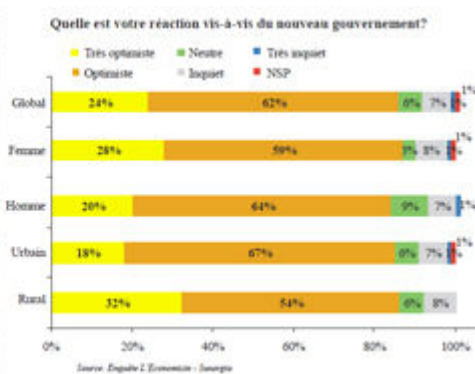
**Titre : DOSSIER Benkirane Les Marocains optimistes à 88%**

**Dossier Enquête L'Economiste- Sunergia**

**Le nouveau gouvernement bénéficie d'un extraordinaire capital de confiance**

**Les femmes sont bon public et ne lui tiennent pas rigueur de leur élimination**

**Moins d'un Marocain sur dix marque une inquiétude, légère ou profonde**



Le gouvernement de Benkirane bénéficie d'un extraordinaire capital confiance, dont il peut se servir, ou pas, pour des réformes douloureuses que tout le monde sait inévitables. Au-delà des apparences, il faut noter d'abord que ce capital d'optimisme est aussi une chance pour la croissance elle-même, à condition que l'équipe gouvernementale sache la mobiliser. Ensuite, l'enquête montre qu'il y a des changements socio-politiques si profonds qu'il n'est pas exagéré de parler de changement d'axe pour le Maroc

C'est sans appel. Le gouvernement Benkirane obtient un score bien meilleur qu'il n'en avait eu aux élections législatives: 88% des Marocains se disent optimistes, voire très optimistes quant à l'équipe du chef du gouvernement, Abdelillah Benkirane.

La qualité de l'enquête est inattaquable: L'Economiste et Sunergia ont préféré monter l'échantillon pour passer le cap des 1.000 personnes, 1.005 exactement. Pourtant la fiabilité de cet échantillon est telle que les résultats étaient déjà clairs avec seulement 300 questionnaires. Il fallait que rien ne puisse porter ombrage aux données recueillies (voir les détails dans la fiche technique jointe de manière à rendre l'échantillon parfaitement transparent).

**Pas rancunières, les dames**

Un point qui a son importance vu les protestations à propos du manque de femmes dans le gouvernement. Il y a plus de femmes «très optimistes» que d'hommes (28% contre 20%) mais les choses s'inversent quand il s'agit des «optimistes» sans plus. Les hommes sont 64% et les femmes 59%.

Mais cette remarque est de toute façon relativisée par le fait que tous se placent dans le camp de ceux qui font confiance à la nouvelle équipe.



En face, seulement 8% des Marocains et Marocaines se disent inquiets ou très inquiets. On notera aussi qu'à la question de savoir en quoi ce gouvernement va réussir ou échouer, la promotion de la femme n'apparaît pas parmi les scores significatifs. Voilà un fait qui devra alimenter bien des débats, même si on sait que partout dans le monde l'égalité des genres ne vient pas toute seule et qu'il faut des activistes pour la promouvoir.

En tout cas, les Marocains sont aujourd'hui plus optimistes sur la coalition au pouvoir que cette même coalition n'a reçu de voix lors des élections. Est-ce un effet de la communication vive et directe des ministres au cours des premiers jours? Est-ce la personne du chef de gouvernement? L'enquête ne permet pas de le dire.

Le fait est là: ce gouvernement a un capital de confiance que personne n'a eu avant lui. Il faut remonter à El Youssoufi, il y a 14 ans, pour trouver un indice de confiance aussi haut, et encore il s'agissait-là de la personne du Premier ministre, pas de l'équipe. Même remarque pour Driss Jettou, mais assez nettement en dessous. Ne parlons pas d'Abbas El Fassi qui arrivait régulièrement loin derrière ses propres ministres, parfois à la limite de la signification statistique. Reste à savoir si l'équipe Benkirane va utiliser cet extraordinaire capital pour faire des réformes douloureuses ou s'il va tenter de négocier avec la conjoncture.

Quand on analyse les données de l'enquête en fonction des tranches d'âge, on ne trouve pas de progression linéaire, ni dans un sens ni dans l'autre.

Tout ce que l'on peut dire c'est que les 18-24 ans et les 30-39 ans sont nettement plus dans l'enthousiasme que les autres, les autres qui compensent en se disant plus souvent «optimistes» que «très optimistes». Notons aussi qu'il y a un élément d'inquiétude chez les plus jeunes (15%) et chez les plus âgés (17%). Il n'y a pas d'explication à ces distributions d'opinions, sauf à dire que les jeunes ont des avis plus tranchés et plus opposés que les autres. Pour avoir conduit les deux plus grandes enquêtes sur les jeunes jamais faites au Maroc (2005 et 2011), L'Economiste peut dire que ce résultat est nouveau. Mais on ne peut pas encore savoir si c'est un mouvement profond, capable de déboucher sur un début de différenciation politique, ou bien si ce résultat restera sans lendemain.

En revanche, les distributions par catégorie sociale sont bien plus nettes et parlantes. Avec, redisons-le encore, l'optimisme dominant dans toutes les catégories.

Mais une fois posée la domination de l'optimisme, on voit parfaitement que ce gouvernement parle plus aux couches moyennes qu'aux extrêmes. On le souligne assez peu dans les commentaires politiques depuis les résultats des élections, c'est dommage car c'est un vrai changement d'axe politique: **ce gouvernement est celui de la couche moyenne.**

Chez les personnes les plus aisées, on ne trouve «que» 10% des très optimistes contre 27% chez les gens moyens. Notons toutefois que les plus aisés remontent leur moyenne en disant, à 64% d'entre eux, qu'ils sont «optimistes» tout court.

Et notons encore que la classe C, les gens moyens, sont quatre fois plus nombreux que les riches. Une donnée qui pèse de tout son poids!

### La fiche technique

**L'enquête de Sunergia pour le compte de L'Economiste a été réalisée entre le 5 et le 10 janvier 2012, après la formation du gouvernement de Abdelillah Benkirane, auprès de plus de 1.000 personnes et ce par téléphone**

L'échantillon a été redressé (selon le terme qu'emploient les statisticiens) pour correspondre exactement à la population, telle que trouvée par le recensement de 2004, le dernier disponible. Il est donc parfaitement significatif.



Deux éléments confirment cette exactitude. D'abord l'intervalle de confiance en très petit, plus 3%-moins 3%; ensuite, les résultats sur les 1.005 questionnaires valides correspondent à ceux qui avaient été trouvés en cours de route sur 300 personnes.

Autrement dit, quand un résultat atteint ou dépasse 3% il est fiable. De même s'il y a entre deux résultats une différence de 6% ou plus, alors la différence est significative. En dessous de ces planchers, on ne peut pas dire qu'il n'y a pas de signification, mais il faudra être prudent avant de construire des conclusions sur ses éléments.

Par tranche d'âge, l'enquête étudie 193 jeunes de 18 à 24 ans et 184 de 25 à 29 ans ce qui donne ensemble 37% de l'échantillon. Elle a interrogé 262 personnes ayant entre 30 et 39 ans, 228 entre 40 et 49 ans. Enfin 138 personnes, soit 14%, ont plus de 50 ans.

Dans cet échantillon de 1.005 personnes, il y a 552 hommes et 453 femmes; et 591 urbains pour 414 ruraux. 131 interviewés appartiennent à la classe A ou B les plus aisées (13%), 573 soit 57% sont rangés dans la catégorie C et 301 dans la D (30%). Ce qui correspond aux répartitions de la population totale. Enfin, par région, 28% de l'échantillon vit dans l'espace de Casablanca-Chaouia-Doukkala Abda, soit 285 personnes. Un peu moins réside dans la vaste région d'Agadir, Marrakech, Azilal et du Tadla : 229 personnes soit 23%. 12%, 120 personnes vivent dans la région de Fès-Meknès; 73 sont de Tanger-Tétouan (7%); 142 personnes sont de l'Oriental, Taza, El Hoceima et Taounate; enfin Rabat-Salé, le Gharb et Chrarda comptent pour 16% avec 156 répondants.

### L'âme et le responsable

Dans l'analyse de l'enquête, il faut se pencher sur un résultat implicite.

Les trois premières questions portaient sur l'équipe gouvernementale dans son entier, c'est-à-dire sur la capacité de la coalition à réunir la confiance et ses possibilités de réussites et d'échecs. La quatrième question, elle, identifie les «personnalités importantes» du gouvernement.

Quand on rapproche les réponses, une autre donnée apparaît: ce sont les hommes du PJD qui tiennent le haut du pavé dans la coalition, et pas ceux des autres partis (voir le détail infra). Or, les leaders du PJD sont ceux qui ont eu par le passé le moins d'exposition médiatique, donc ceux qui, en principe, auraient dû arriver derrière les vedettes avérées de la politique marocaine.

Nous avons donc une contradiction avec la logique historique. Cette contradiction montre bien que c'est ce parti qui est tenu pour l'âme du gouvernement, quels que soient les postes qu'il y détient. Par exemple, ce n'est pas un hasard si Saâdeddine El Othmani arrive premier (Benkirane n'était pas dans la course) dans les citations alors que le ministère des Affaires étrangères n'a jamais été regardé, jusqu'ici, comme le portefeuille le plus important des gouvernements marocains. Ministère de souveraineté, il était même en dehors du système. Et son titulaire aussi. Cela vient de changer radicalement dans l'esprit du public.

Que conclure de ce phénomène inédit? D'abord que les gens mettent systématiquement en avant le PJD, de préférence aux autres partis, aux autres membres de la coalition.

Ensuite, que c'est sur lui que va porter la responsabilité quasi entière des réussites ou des échecs de toute l'équipe. Les facétieux diront que le PJD voulait le pouvoir...

Il l'a, et ce sans possibilité de se décharger sur ses amis politiques du moment!

**Nadia SALAH**



## DOSSIER NOUVEAU GOUVERNEMENT C'est parti pour l'investiture

### Discours de Benkirane sur fond de protestation des femmes députées

#### Réforme de la fiscalité mais sans orientation

#### La bonne gouvernance au coeur de son programme



Les femmes députées ont brandi des pancartes face à Abdelillah Benkirane, juste au moment du démarrage de la présentation du programme gouvernemental. Elles protestaient contre la faible représentativité féminine au gouvernement. Bassima Hakkaoui (au premier plan), la seule femme de l'Exécutif, a rejoint le mouvement «contre son propre gouvernement»

AU moment de démarrer son discours, Abdelillah Benkirane a eu droit aux pancartes brandies par des femmes députées qui protestaient contre la faible représentativité féminine au gouvernement. Des écriteaux qui interpellaient le chef de gouvernement sur l'article 19 et sur la parité, contenus dans la nouvelle Constitution. Dehors, face au Parlement, différents groupes de diplômés chômeurs, venus de partout, réclamaient leur droit à un emploi public.

Cela n'a pas empêché le chef du gouvernement de faire la présentation de son programme qui a duré plus d'une heure. Du coup, le processus d'investiture est lancé. Après cet exposé, les débats devront démarrer lundi prochain. Tous les groupes parlementaires des deux Chambres interviendront pour donner leur avis et soulever les questions qui les interpellent. Sur ce registre, l'opposition fourbit ses armes. Certains partis ont programmé des réunions de leurs instances pour préparer la riposte. En tout cas, le chef de gouvernement devra répondre aux interrogations des parlementaires avant que la Chambre des représentants ne procède au vote du programme.

Le gouvernement sera investi après avoir obtenu la confiance des députés exprimée par le vote de la majorité absolue de ses membres. Cette opération devra intervenir avant vendredi prochain.

Comme nous l'annonçons dans les précédentes éditions, le programme table sur le maintien des équilibres macro-économiques : taux de croissance de 5,5% durant la période de 2012-2016 et 6% pour le PIB non agricole, l'inflation comprimée à 2% et le taux de chômage réduit à 8% à l'horizon 2016. Le gouvernement reviendra de manière progressive à un niveau de déficit budgétaire de 3%. Il compte y arriver par une nouvelle gestion des finances publiques et la rationalisation des dépenses. La politique publique d'achats sera revue pour mieux maîtriser les dépenses. «Mais cela n'affectera pas les efforts de l'Etat dans l'investissement public, qui soutient la croissance et la création d'emplois», dira Benkirane.



Pour améliorer les ressources financières, Abdelillah Benkirane mise sur la réforme de la fiscalité, mais sans fournir d'orientations sur le type d'impôt qui sera concerné: l'IR, l'IS, la TVA... Il se contentera d'annoncer que le chantier se fera dans le cadre de l'égalité devant l'impôt et en fonction des capacités contributives des citoyens. L'intégration du secteur informel et l'élargissement de l'assiette seront au menu. L'Etat prévoit de multiplier les efforts pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscale.

Le programme souffre de faiblesses en l'absence de mesures concrètes, d'objectifs et d'engagements chiffrés. Par contre, sur l'infrastructure immatérielle, le chef du gouvernement a été prolix. Pour lui, la gouvernance est la clé de voûte. D'ailleurs, la formule qui consiste à lier la responsabilité à la reddition des comptes a été citée à maintes reprises. Si le gouvernement compte moderniser l'Administration en lui donnant les moyens, il est déterminé à lutter contre la corruption et la prévarication dans la gestion de la chose publique. Ainsi, le programme compte conforter les instances de contrôle et d'audit et mettre en oeuvre les recommandations de leurs rapports. Cela se fera à travers le renforcement de l'Inspection générale des finances (IGF) et l'activation du rôle des inspections générales des ministères.

L'anti-corruption se fera également via la mise à niveau de la législation de la protection des deniers publics et la lutte contre l'enrichissement illicite. Benkirane compte mettre en place une charte nationale de lutte contre la prévarication tout en développant le cadre juridique lié à la déclaration du patrimoine. Pour mener ce chantier, il veut impliquer l'ensemble de la population, notamment en nouant des partenariats entre les secteurs public et privé mais aussi les associations de la société civile.

Pour lutter contre l'économie de rente et limiter les monopoles et les dérogations, le gouvernement s'appuiera sur des programmes de contractualisation et des cahiers de charges. Ainsi, les agréments dans les carrières, le transport, la pêche ou la distribution des produits de base seront remplacés par des cahiers de charges qui fixeront les conditions d'exploitation, dans le cadre de l'égalité des chances. D'un autre côté, le gouvernement s'engage à améliorer l'environnement des affaires et à approfondir les mécanismes de la gestion décentralisée de l'investissement. Cela se fera à travers la modernisation du cadre juridique pour permettre aux CRI de jouer un rôle central dans la promotion de l'économie régionale.

**Mohamed CHAOUI**

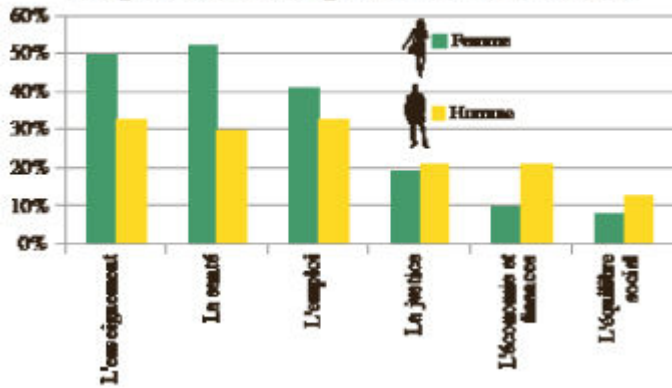
## Enquête L'Economiste-Sunergia Optimisme mesuré pour les réformes

**Les sondés confiants pour l'enseignement et la santé**

**Surprise: peu de chances pour la lutte contre la corruption!**

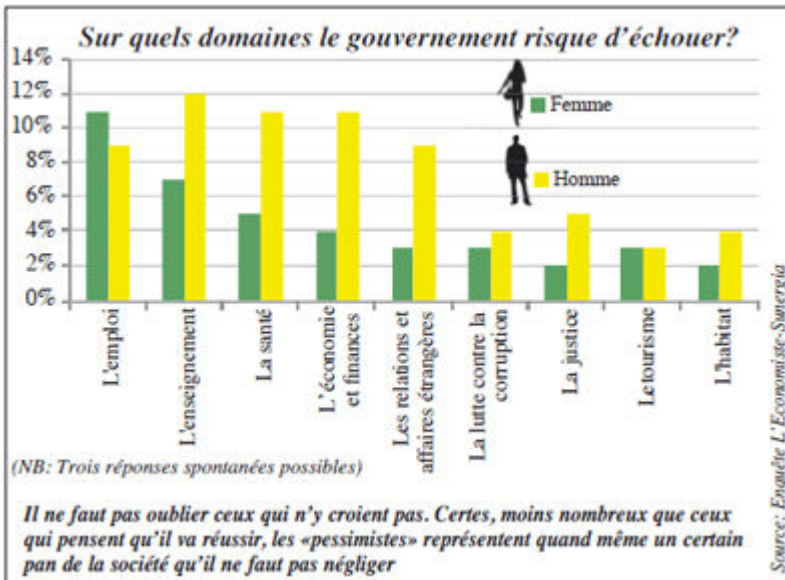


**Sur quels domaines le gouvernement réussira-t-il?**



Grosso modo, le gouvernement Benkirane bénéficie d'une certaine marge de confiance.

Va-t-il la traduire en réussite?



On l'avait écrit sur nos colonnes au lendemain de la proclamation des résultats des élections législatives du 25 novembre dernier. Aujourd'hui, une Enquête L'Economiste-Sunergia le confirme: ce sont les électeurs du monde rural qui ont porté le Parti de la justice et du développement (PJD) à la tête des formations politiques du Royaume. Le PJD, qui a couvert pour la première fois toutes les circonscriptions électorales (93), a su tirer profit de sa présence renforcée dans le monde rural. Les ruraux semblent donc plus enclins à faire confiance à un gouvernement dirigé par des islamistes.

En effet, sur les 243 personnes qui se déclarent «très optimistes» vis-à-vis du nouveau gouvernement, 137 sont issues du monde rural (32%), alors que 106 seulement viennent de l'urbain. Toutefois, la tendance est inversée concernant les «optimistes» où l'on a enregistré 390 urbains (67%) contre 228 du monde rural (54%).

Il a également été dit que l'électorat féminin a fortement joué en faveur du PJD. L'Enquête L'Economiste-Sunergia le confirme: 148 femmes (28%) sont «très optimistes» alors que 309 sont «optimistes».

Autre surprise et non des moindres: 28% des jeunes entre 18 et 24 ans ont déclaré être «très optimistes» et 49% se disent «optimistes». Le PJD attire-t-il autant que cela la génération «facebook»? Il faut croire que c'est le cas, surtout si on y ajoute également les 25-29 ans (15% «très optimistes» et 72% «optimistes»).

Sur un autre registre, on s'en doute, le gouvernement d'Abdelillah Benkirane est très attendu sur plusieurs fronts. Les priorités sont l'enseignement, la santé, l'emploi, la justice, l'économie et les finances, l'équilibre social. Ce sont-là les secteurs prioritaires retenus dans le programme électoral du PJD et aussi du gouvernement Benkirane. Les enquêtés ont été 409 (226 femmes et 183 hommes) à estimer que le gouvernement va réussir dans le domaine de l'enseignement. Vient ensuite la santé (402 personnes). L'emploi arrive en troisième position (371 personnes dont 183 hommes). Certes, l'Enquête s'est déroulée alors que le gouvernement travaillait encore sur son programme. Ce dernier a prévu de

## Royaume du Maroc



Conseil Régional de Tourisme Région Guelmim Es Smara

Portail CRT

réduire le taux de chômage à 8%. Noble ambition même si certains estiment qu'elle est difficilement réalisable. En tout cas, 37% de l'échantillon y croient. Et il se trouve que ce sont les jeunes âgés de 18 à 24 ans (population parmi laquelle on trouve généralement les chercheurs d'un premier emploi) qui sont les plus optimistes quant aux chances du gouvernement de réussir sur ce chantier (43%).

Autre surprise, seulement 9% de l'échantillon estiment que le gouvernement Benkirane va réussir dans la lutte contre la corruption. Alors que 7% pensent qu'il va arriver à lutter contre le plus vieux métier au monde. C'est dire que l'engagement du gouvernement sur ces deux chantiers n'a pas apparemment l'adhésion de tout le monde. L'habitat et l'agriculture sont également deux secteurs qui ne drainent pas la confiance des personnes sondées. En effet, seulement 6% estiment que le gouvernement va réussir dans le domaine de l'agriculture. Et autant pour l'habitat.

Par milieu d'habitation et région de résidence, c'est dans la méga-région Casablanca-Chaouia Ouardigha-Doukkala Abda que l'on rencontre le plus grand nombre de personnes qui pensent que le gouvernement va réussir dans le secteur de l'enseignement (40%), de la santé (39%), de l'emploi (32%) et de la justice (21%).

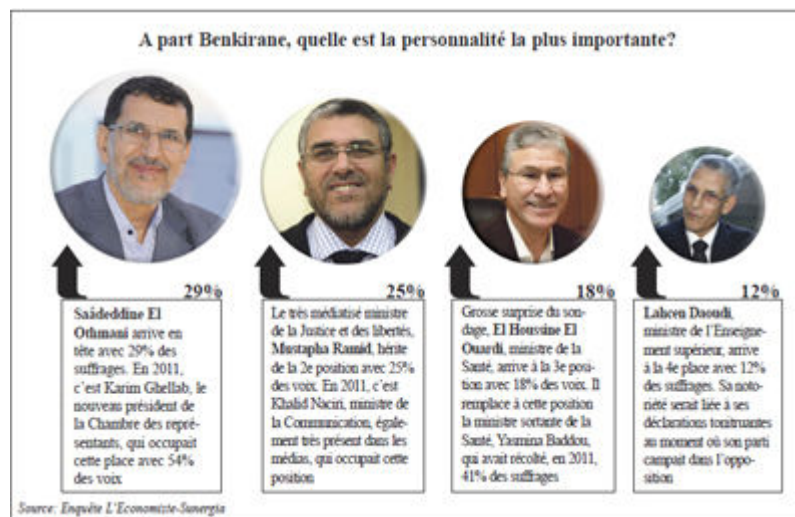
Reste le revers de la médaille. C'est que le gouvernement Benkirane ne fait pas que des optimistes. Ils sont 10% à estimer qu'il échouera dans le domaine de l'emploi. Et là, on retrouve également une forte propension de jeunes âgés de 18 à 24 ans (16%). En ce qui concerne le secteur de l'enseignement, ils sont 9% à penser que le gouvernement va échouer surtout parmi les 30-39 ans (15%). C'est chez cette même tranche d'âge que l'on rencontre également le plus grand nombre de personnes qui pensent que le gouvernement va échouer dans le secteur de la santé (12% de l'échantillon). Globalement, ils sont 8% à le penser.

## Jamal Eddine HERRADI

### Enquête L'Economiste-Sunergia: Les stars et les «pas stars» de l'équipe Benkirane

Le charisme du ministre l'emporte sur la nature du département pris en charge

Des surprises dans le trio de tête



Source: Enquête L'Economiste-Sunergia



NOUVEAU gouvernement, nouvelle élite politique. Le changement est de taille. Aucune des personnalités évoquées par les jeunes dans l'Enquête de L'Economiste-Sunergia de 2011 n'a survécu à la «révolution des urnes». Le récent sondage d'opinion sur le nouveau gouvernement a permis de savoir quels sont les ministres les plus populaires auprès d'une société en pleine réconciliation avec la vie politique. C'est sans surprise que 4 ministres du PJD figurent dans le top-ten des «personnalités les plus importantes, qui vont le plus compter», en dehors de Abdelilah Benkirane, chef du gouvernement. Saâdeddine El Othmani, ministre des Affaires étrangères, mérite le titre de star de l'exécutif. 295 personnes sur les 1.005 sondées le considèrent comme la personnalité qui va le plus compter. Ce psychiatre de formation, président du Conseil national du PJD, avait réussi sa mission de diriger son parti dans un contexte peu favorable au moment où la menace de dissolution planait sur lui suite aux attentats du 16 mai. Sa popularité serait-elle due à la sagesse dont il a fait preuve lors de cette période? Les résultats de l'Enquête par tranche d'âge semblent confirmer ce constat dans la mesure où il est plus présent dans les réponses des personnes âgées entre 30 et 39 ans (35%) et ceux de plus de 40 ans (30%). Les résultats de cette catégorie, qui a encore dans l'esprit les rebondissements de l'affaire du PJD en 2003, contrastent avec ceux des jeunes de 18-24 ans qui, probablement, ne s'intéressaient pas encore à la vie politique à cette époque. Ils ne sont que 33 personnes, soit 18% des sondés, à placer El Othmani à la tête des personnalités gouvernementales. Nouvelle star de l'exécutif, serait-il en mesure de relever les nombreux challenges auxquels il devra faire face? Le renforcement des relations avec les partenaires traditionnels du Maroc reste une constante de la diplomatie marocaine. Ce sont la normalisation des relations avec l'Algérie et la réouverture des frontières terrestres qui constituent le véritable défi d'El Othmani. Des dossiers chauds, Mustapha Ramid en hérite également. Le ministre de la Justice et des libertés arrive 2e sur le podium avec 25% des voix. La célébrité de cet avocat n'est pas uniquement liée à sa nomination à la tête de ce département. Ramid est connu pour ses sorties tonitruantes. Les affaires très médiatisées qu'il a prises en charge ont aussi façonné l'image de personnalité charismatique que reflètent les résultats du sondage. Apprécié par certains, contesté par d'autres... Ramid ne laisse pas indifférent, surtout qu'il a souvent alimenté la polémique concernant des sujets de société. Depuis qu'il a pris les rênes du ministère de la Justice, il a fait preuve de plus de retenue. Surtout qu'il a été chargé d'un chantier titanesque qui traîne depuis plusieurs années. Réforme de la Justice, mise en place des textes législatifs nécessaires pour la concrétisation des dispositions constitutionnelles relatives à ce secteur... autant de questions sur lesquelles les citoyens attendent des réponses concrètes. La personnalité qui ferme la marche du trio de tête est l'une des surprises de l'Enquête. Quelques jours avant sa nomination à la tête du département de la Santé, El Houssine El Ouardi était peu connu sur la scène publique. Ce qui ne l'a pas empêché de remporter l'adhésion de 179 personnes, soit 18% des sondés. C'est surtout les jeunes de 18-24 ans qui considèrent qu'El Ouardi figure parmi les personnalités qui vont le plus compter.



*Le changement de l'équipe gouvernementale a permis l'émergence de nouvelles stars politiques. Leur notoriété est surtout liée à leurs faits d'armes avant d'intégrer le gouvernement. Arriveront-ils à garder la cote face aux défis de taille auxquels ils font face?*

L'octroi du portefeuille de la Santé à un spécialiste, ancien doyen de la faculté de médecine, pourrait probablement expliquer ce résultat. Un secteur où le gouvernement Benkirane est très attendu. Les résultats de l'Enquête montrent que les personnes sondées restent confiantes dans la capacité d'El Ouardi à mener à bien sa mission. Ils sont 40% à considérer que la Santé est l'un des domaines où le gouvernement va réussir. Lahcen Daoudi, le célèbre économiste du PJD, arrive en 4e position avec 12% des voix. Connu pour ses critiques envers le gouvernement au moment où son parti campait dans l'opposition, le nouveau ministre de l'Enseignement supérieur s'est montré plutôt discret ces dernières semaines. C'est toutefois surprenant de remarquer que Daoudi n'a pas la cote auprès de la population la plus concernée par son département. Uniquement 8% des jeunes de 18-24 ans estiment que le ministre de l'Enseignement supérieur est l'une des





personnalités qui comptent le plus. Il devra redoubler d'efforts pour reconquérir cette frange de la société qui constitue la principale cible des programmes de son ministère. Le faible intérêt des jeunes pour les ministres en charge du secteur de l'Education se confirme avec les résultats obtenus par Mohamed El Ouafa. L'ancien ambassadeur était certes peu connu par le large public. Sa nomination à la tête d'un secteur stratégique comme l'Education nationale n'a pas permis d'améliorer sa cote. Il arrive en 14<sup>e</sup> position avec seulement 5% des voix. Seuls 5 jeunes de 18-24 ans ont estimé que le ministre istiqlalien est l'une des personnalités importantes. Mohand Laenser, le SG du MP, qui a été nommé à la tête du ministère de l'Intérieur, considéré jusque-là comme un département de souveraineté, ne semble pas non plus intéresser les personnes sondées. A peine 8% des sondés considèrent qu'il s'agit de l'une des personnalités qui vont le plus compter. Le retour de ce département stratégique dans le giron des partis politiques n'a eu aucun impact sur la popularité de cet ancien ministre d'Etat. La culture continue de figurer en bas du tableau, comme cela a été le cas lors de l'Enquête de 2011. Amine Sbihi, le nouveau ministre en charge de ce secteur arrive à la 23<sup>e</sup> position avec 1% des voix. La situation culturelle au Maroc, à l'agonie depuis quelques années, ainsi que le faible rendement des ministres qui se sont succédé à la tête de ce département ont alimenté le désintérêt des citoyens. D'autres ministres n'arrivent pas à percer et ne semblent pas intéresser grand monde, même s'ils président aux destinées de départements sociaux et stratégiques. C'est notamment le cas de Mohammed Ouzzine, ministre de la Jeunesse et du sport (1%), Abdelkader Amara, ministre de l'Industrie et du commerce (1%), Abdessamad Qaiyouh, ministre de l'Artisanat (1%) ou encore Idriss Azami, ministre délégué chargé du Budget (1%).

La popularité des ministres ne semble pas être liée aux secteurs dont ils prennent la charge. C'est surtout le charisme de certaines personnalités, comme Othmani ou Ramid, ainsi que l'espoir porté par les jeunes sur des techniciens, comme El Ouardi, qui ont boosté leur cote.



Abdeladim El Guerrouj

Fouad Douiri

Abdellatif Maâzouz

### Les illustres inconnus

5 ministres n'ont intéressé aucune des personnes sondées. Ils n'ont récolté aucune voix dans les résultats du sondage (0%). Le caractère stratégique des départements dont ils ont la charge n'a pas permis de booster leur popularité. Fouad Douiri, ministre de l'Energie et des mines et Abdeladim El Guerrouj, ministre délégué chargé de la Fonction publique, qui viennent d'intégrer le gouvernement, restent, il est vrai, peu connus. Par contre, Abdellatif Maâzouz, ministre délégué chargé des Marocains résidant à l'étranger, ne semble pas avoir convaincu lors de son passage au département du Commerce extérieur. Driss Dahak, secrétaire général du gouvernement, et Abdellatif Loudiyi, ministre délégué chargé de la Défense nationale, eux, semblent

faire les frais du caractère discret de l'activité de leurs départements ainsi que de leur faible exposition dans les médias.



### Hakkaoui n'intéresse pas grand monde

BASSIMA Hakkaoui ne semble pas bénéficier du soutien des personnes sondées, en dépit du fait qu'elle est la seule femme du gouvernement Benkirane. La levée de boucliers de la société civile et des acteurs politiques suite à la faible représentation des femmes au sein de l'exécutif n'a pas joué en faveur de la ministre de la Solidarité, de la femme, de la famille et du développement social. Elle a hérité de la 11<sup>e</sup> place avec seulement 7% des voix. Sans surprise, elle a plus la cote auprès des femmes que des hommes (11% contre 4%).

**Ce n'est pas fini.**

## Royaume du Maroc



Conseil Régional de Tourisme Région Guelmim Es Smara

Portail CRT

L'ENQUÊTE L'Economiste-Sunergia n'a pas livré toutes ses surprises. Au cours de la semaine prochaine, nos lecteurs trouveront d'autres résultats très surprenants. Ils seront accompagnés d'analyses qui apporteront des éclairages sur le nouveau gouvernement. D'ores et déjà, des débats en direct sont programmés dès ce vendredi sur Radio Atlantic.

**SOURCE WEB Par M. A. M.L'Economiste**